

What's Going on With FB Bargaining?

Our PSAC/CIU bargaining team for the FB group broke off talks in February after spending three days in mediation with the employer and making no progress on our key priorities. Also CBSA continued to push concessions.

Consequently, our Team proceeded to the next step in the process provided for under the law – filing for a Public Interest Commission (PIC). Get more information on the PIC process at <http://psacunion.ca/what-happens-if-we-do-not-reach-agreement>.

Once the PSAC filed for a PIC with the Public Service Labour Relations and Employment Board (PSLREB), the Treasury Board responded by indicating that a PIC was premature and that more mediation was required.

Our response was clear: after over two years of talks – including a week and a half session in December and three full days of mediation in February – the parties were indeed at impasse and that it is time to move to the next stage in the process. What's more, the Treasury Board and CBSA provided no indication that the employer is prepared to address the issues that our Team raised in bargaining with respect to compensation, pension and hours of work (among others matters). Our position was that there should be no further delay.

The PSLREB contacted the union on April 5, 2017 to notify us that the PIC is going forward, and that the next step in setting up a PIC is being set in motion (the appointment of the parties' nominees). We are now awaiting news from the PSLREB concerning the next step in the process - the naming of the Chair of the PIC. Unfortunately there are no timelines prescribed in the legislation in terms of getting the PIC set up and for the selection of a date for the hearing. It is up to the PSLREB.

In the meantime, CIU leadership is consulting with Branch Presidents across the country, along with representatives from our bargaining team, to discuss next steps beyond filing for a PIC – including potential mobilization activities to get the Treasury Board and CBSA to finally address our issues concerning parity with other law enforcement agencies. For more information, speak with your CIU Branch President.

Our union and our bargaining team remain committed to achieving a fair contract for CIU/PSAC members in the FB bargaining unit.

We'll be sure to provide updates as things progress.



Customs and Immigration Union
Syndicat des Douanes et de l'Immigration



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada

Négos FB : que se passe-t-il?

En février dernier, notre équipe de négociation de l'AFPC/SDI pour le groupe FB a mis fin aux pourparlers avec l'ASFC et le Conseil du trésor après trois jours de médiation sans faire aucun progrès sur nos principales revendications et après d'autres demandes de concessions de la part de l'employeur.

Par conséquent, notre équipe a procédé à l'étape prévue par la Loi, soit de demander la formation d'une commission de l'intérêt public (CIP). Pour plus d'information sur le processus lié à une CIP, veuillez consulter le lien suivant : syndicatafpc.ca/quarrive-t-il-sil-ny-pas-dentente?

En réponse à la demande de CIP de l'AFPC auprès de la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique (CRTEFP), le Conseil du Trésor a indiqué qu'il était prématuré de recourir à une CIP alors que d'autres médiations étaient nécessaires.

Notre réponse a été claire : après deux ans de négociation, dont une séance d'une semaine et demie en décembre 2016 et trois jours de médiation en février 2017, des négociations qui s'enlisent, il était grand temps de passer à une autre étape. Qui plus est, l'employeur (le CT et l'ASFC) n'a aucunement démontré qu'il était prêt à discuter des enjeux soulevés par notre équipe en négociation dont, entre autres, la rémunération, la pension et la durée du travail. Nous en sommes arrivés à la conclusion que d'autres délais étaient inutiles.

Le 5 avril dernier, la CRTEFP a informé notre syndicat qu'elle acceptait notre demande et qu'une CIP était en cours de formation (soit la désignation des représentants et représentantes des deux parties). Nous attendons depuis la nomination de la présidence par la CRTEFP. Or, la Loi ne prévoit pas de délai précis pour la formation d'une CIP, ni pour l'établissement du calendrier des audiences. Cela demeure du ressort de la CRTEFP.

Entre-temps, les dirigeants du SDI consultent les présidentes et les présidents des succursales d'un bout à l'autre du pays, de concert avec des représentants de l'équipe de négo, au sujet des prochaines démarches à entreprendre. On envisage notamment la mise en œuvre d'activités de mobilisation pour inciter le CT et l'ASFC à remédier aux enjeux liés à la parité avec les autres agences chargées de l'exécution de la loi. Pour plus d'information, veuillez communiquer avec votre présidente ou président de succursale du SDI.

Notre syndicat et notre équipe de négociation ont un objectif bien précis : obtenir une convention collective équitable pour tous les membres FB de l'AFPC/SDI. Dès que nous aurons des nouvelles, nous vous tiendrons au courant.



Customs and Immigration Union
Syndicat des Douanes et de l'Immigration



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada